

DÉPÊCHE DU 14/10/2019

## Agnès Buzyn annonce l'ouverture d'un chantier sur les rémunérations à l'hôpital

**Mots-clés :** #établissements de santé #santé publique #agences sanitaires #ARS #ministères #ministère-santé #paramédicaux #médecins #rémunération #ressources humaines #santé environnementale #retraite #accès aux soins #fonction publique #insécurité #Normandie

PARIS, 14 octobre 2019 (APMnews) - La ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, a annoncé l'ouverture d'un chantier sur les rémunérations à l'hôpital, portant notamment sur les débuts de carrière, y compris des médecins, dimanche au micro d'Europe 1.

"La réforme du système de santé a été votée en juillet, nous sommes à trois mois de la loi qui va nous permettre d'avoir les leviers de la transformation", a souligné Agnès Buzyn, interrogée sur les réponses à la crise qui traverse l'hôpital public.

"Je comprends l'impatience", mais "il n'y a pas de désapprobation sur le cap", a-t-elle considéré, citant "les fédérations hospitalières" et "les syndicats de médecins", "d'accord sur le cap de la loi".

"Il y a eu plein de réformes non accompagnées qui ont entraîné des dysfonctionnements internes. Il faut changer la gouvernance, l'attractivité et j'y travaille", a-t-elle poursuivi. Elle a, à cet égard, souligné être en accord avec la tribune, parue dimanche sur le site du Parisien, du Pr Philippe Lévy, chef de service à l'hôpital Beaujon (AP-HP, Clichy, Hauts-de-Seine), qui dénonce la "perte de sens" à l'hôpital public.

"Quand je pense à la réforme de l'hôpital", "je pense aux aides-soignantes, j'y pense tous les jours", a pointé Agnès Buzyn. "J'ai lancé la mission de Myriam El Khomri pour travailler sur les métiers du grand âge, mais [aussi sur] les métiers du soin en général et je pense à ces femmes qui sont dans des situations extrêmement précaires, qui sont les moins reconnues, les moins valorisées alors qu'elles font le travail le plus difficile qui soit".

La revalorisation salariale réclamée par les organisations syndicales et les collectifs de personnels, "il la faut, je suis en train de travailler sur les spécificités, il y a un vrai sujet des rémunérations", a répondu Agnès Buzyn.

"Il faut tenir compte de la rémunération directe et aussi de tout ce qui est indirect", a développé la ministre, mentionnant notamment les temps de garde. "J'ai demandé à mes équipes d'ouvrir ce dossier notamment pour les débuts de carrière, que ce soit des médecins et des infirmiers", et aussi "sur les deuxièmes parties de carrière", sur comment "donner des perspectives à un certain nombre de professions paramédicales", notamment celles d'infirmier et d'aide-soignant.

"Clairement, je pense qu'il y a un problème de rémunération si l'on veut rendre de nouveau l'hôpital attractif", a renchéri la ministre. "Ça n'est pas le seul problème, il y a aussi l'aspect de la gouvernance. Il faut que les hôpitaux s'organisent autour d'un projet médical. Ils sont gérés de manière très administrative, cela décourage beaucoup de soignants, il faut redonner de la place au projet médical

dans la gouvernance de l'hôpital".

Agnès Buzyn s'est en revanche montrée très critique à l'égard du "collectif inter-hôpitaux", qui appelle à trois journées d'action les mardis 15 et 29 octobre et le jeudi 14 novembre, et à l'arrêt du codage des actes. Outre une augmentation de 300 euros de tous les salaires, il demande une augmentation de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) hospitalier d'au moins 4% et l'arrêt de la fermeture de lits, rappelle-t-on (cf [dépêche du 11/10/2019 à 16:41](#)).

"Il ne le savent pas, mais je suis dans la boucle de mails de médecins qui s'écrivent au sujet de leur envie de faire grève", a-t-elle rapporté. "Il se trouve que j'ai fait partie de cette boucle de mails quand j'étais moi-même médecin à l'hôpital, donc je les reçois et je suis sidérée, d'abord de leur méconnaissance du système, du nombre d'informations fausses dont ils disposent et sur lesquelles ils basent leur raisonnement et à quel point leurs solutions sont des solutions de court terme qui ne règlent pas le problème", a-t-elle fustigé.

"Certains syndicats sont raisonnables, d'autres déforment la réalité pour en demander toujours plus et j'observe qu'on me propose toujours des solutions qui sont des rustines, or ce que je cherche à faire, et c'est vraiment la spécificité du gouvernement, c'est de faire des réformes structurelles, de long terme", a-t-elle défendu.

Sollicitée par ailleurs sur l'éventualité de la privatisation de CH de Longué-Jumelles (Maine-et-Loire) (cf [dépêche du 09/10/2019 à 18:31](#)), Agnès Buzyn a pointé que ce "n'est pas [son] modèle". Cette situation "est une exception, c'est un hôpital qui avait été extrêmement mal géré, qui avait des dettes énormes. Mon projet n'est pas aujourd'hui de faire entrer des capitaux privés dans l'hôpital public" a-t-elle répondu.

"Ce qu'on doit absolument favoriser, c'est des complémentarités entre le secteur privé et le secteur public dans certains territoires, notamment dans les territoires où l'offre de soins est rare".

## **Lubrizol: dans l'attente des recommandations des agences sanitaires**

Sur la catastrophe de l'usine Lubrizol à Rouen (cf [dépêche du 11/10/2019 à 15:34](#)), la ministre a expliqué avoir "demandé aux agences sanitaires, sur la base de tous les prélèvements dont elles disposent, de tous les résultats, de nous dire ce que nous devons faire en terme de surveillance de la population".

"Si elles nous disent qu'il faut faire un suivi individuel, nous le ferons. Si elles nous disent qu'il faut faire un suivi épidémiologique, nous le ferons", a-t-elle ajouté.

Sollicitée sur l'engagement du président de la République, Emmanuel Macron, à se rendre sur place, la ministre a répondu qu'elle estimait pertinent "qu'il vienne quand on pourra dire des choses sur ce suivi sanitaire et qu'il aura la totalité des éléments".

"Je crois que sur la communication, il est très important de dire quand on ne sait pas les choses et c'est ce que j'ai voulu dire aux Rouennais dès le premier jour", a affirmé Agnès Buzyn. "Pour l'instant", les premiers résultats sont "rassurants", "mais il y a encore des résultats en attente, notamment sur la dioxine dans le lait ou dans les fourrages".

"Tant que nous n'avons pas la totalité des prélèvements", "on ne peut pas être totalement rassurant car ce serait mentir aux gens. Aujourd'hui, sur tous les polluants que l'on a recherchés, [les résultats] sont en dessous des seuils de toxicité, donc au fur et à mesure on peut lever les doutes".

## Une note attendue sur la radicalisation

A la suite de l'attaque mortelle perpétrée à la préfecture de police de Paris le 3 octobre, par l'un de ses agents, Agnès Buzyn a redit que, selon "une évaluation de ce qui se passe dans les différents secteurs sanitaires et médico-sociaux", il y a "relativement peu" de remontées sur des signes de radicalisation (cf [dépêche du 07/10/2019 à 11:10](#)).

"Je continue de suivre cela de très près, j'ai demandé qu'on me fasse une note tout récemment et j'attends" les résultats, a-t-elle fait savoir.

"Aujourd'hui, les ARS [agences régionales de santé] ont des référents radicalisation, [qui] sont également dans les départements et sont en lien avec les directeurs d'établissement", a-t-elle expliqué.

"Nous avons dans la formation initiale et continue des directeurs d'hôpitaux un module de formation sur la radicalisation, il y a des référents radicalisation qui permettent d'accompagner les établissements qui ont un problème, donc aujourd'hui nous sommes organisés".

Par ailleurs interrogée sur les réflexions engagées sur l'aide médicale de l'Etat (AME) (cf [dépêche du 08/10/2019 à 17:08](#)), Agnès Buzyn a estimé que cette dernière est "souvent dévoyée". Le projet de réforme porte "vraiment sur des gens qui rentrent spécifiquement sur notre territoire pour se faire soigner avec l'AME", avec des visas touristiques, a-t-elle spécifié.

"Peut-être faudra-t-il mettre des actes sous entente préalable. Une grande partie des dépenses indues sont liées à un dévoiement du système et je suis sûre que si les Français comprenaient le fond de ce qui dysfonctionne, ils ne voudraient pas réduire le panier de soins comme on l'entend trop souvent", a-t-elle poursuivi, faisant référence aux "sondages qui sont sortis sur l'AME".

Concernant la réforme des retraites, Agnès Buzyn a de nouveau assuré que le gouvernement "travaille branche par branche, régime par régime, pour les accompagner dans une période de transition qui, pour certains régimes, va être très longue".

Il y aura "certainement des accompagnements parfois financiers, parfois organisationnels à faire dans certaines professions", a-t-elle précisé, reconnaissant que "c'est une réforme qui va forcément coûter un peu".

## Certainement candidate pour un prochain scrutin

Interrogée sur son éventuelle candidature aux élections municipales, la ministre a souligné avoir "toujours dit qu'[elle] voulait [se] présenter à une élection".

"Si je quitte le ministère des solidarités et de la santé, c'est pour avoir un rôle exécutif, parce qu'aujourd'hui je me sens très utile dans le ministère. Il y a encore une réforme d'ampleur devant moi qui est la réforme du grand âge", a-t-elle déclaré.

"Je suis contre les parachutages, je suis parisienne et mon agenda n'est pas aujourd'hui Paris", a-t-elle répondu, après avoir relevé qu'il y a déjà pour la capitale "deux candidats, d'ailleurs un de trop pour LREM à mon goût".

"Je ne mets pas de côté le fait de me présenter un jour à une élection, ça c'est certain, et je verrai quand ce sera le bon moment, nous verrons dans les scrutins qui viennent, dans les années qui viennent", a déclaré Agnès Buzyn.

L'éventualité d'une candidature aux élections régionales de 2021 a été évoquée il y a plusieurs mois, rappelle-t-on.

mlb/eh/APMnews

[MLB1PZBHR3]

POLSAN - ETABLISSEMENTS

*Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.*

©1989-2019 APM International -

[https://www.apmnews.com/story.php?objet=341944&idmail=PjsxFe42fDtm\\_2R4a6TVPSoxvg-C12KtRASeLXzZIHmVUhHagHvamZBEx0ldjrx3tGMBBfWpJLZyqZyR5cnDzC2MleF7ef8xTjt0ylrM3jrJgPdyQeCyDQ9coxQ0iwb5Ufn9Eg4JFsEJb8N0hPhARUGk6PHzQXkqHczRYPiy5l2dVp0TesyjfiMPpmq-l22Ov411rq3gOQWY5JQ0ZNnw-gpGNxXJQvsVQauoaYflcg](https://www.apmnews.com/story.php?objet=341944&idmail=PjsxFe42fDtm_2R4a6TVPSoxvg-C12KtRASeLXzZIHmVUhHagHvamZBEx0ldjrx3tGMBBfWpJLZyqZyR5cnDzC2MleF7ef8xTjt0ylrM3jrJgPdyQeCyDQ9coxQ0iwb5Ufn9Eg4JFsEJb8N0hPhARUGk6PHzQXkqHczRYPiy5l2dVp0TesyjfiMPpmq-l22Ov411rq3gOQWY5JQ0ZNnw-gpGNxXJQvsVQauoaYflcg).

Copyright Apmnews.com